

# *Say on Climate* : passage obligé d'une stratégie climat ?

Retour sur les assemblées générales (AG) 2023 et préparation des AG  
2024

*Conférence du Mercredi 7 janvier 2024 19h00-21h00,  
White & Case, 19 place Vendôme, 75001 Paris*

## Dossier du participant

### Organisateurs et modérateurs

- **David Chekroun** : Professeur de droit à ESCP Business School, fondateur de l'Institute for Corporate Governance (ICG)
- **Eliane Rouyer-Chevalier** : Administratrice indépendante, co-responsable de la formation gouvernance & climat à l'Université Paris Dauphine – PSL, membre de l'Institute for Corporate Governance (ICG)

### Intervenants

- **Astrid Milsan** : Secrétaire Générale adjointe en charge de la direction des émetteurs et des affaires comptables, Autorité des Marchés Financiers (AMF)
- **Diane Lamarche** : Avocate associée, White and Case LLP
- **Bertille Knuckey** : Gérante et Responsable de l'engagement actionnarial chez Sycomore AM
- **Helman le Pas de Sécheval**, Secrétaire Général, Veolia, membre du Conseil d'administration, IFA et membre du collège, Autorité des marchés financiers

**Dossier du participant rédigé par les étudiants de ESCP Business School, sous la direction de Monsieur le Professeur David Chekroun et de Madame Eliane Rouyer-Chevalier :**

- **Marine Daou** : Master in Management ESCP Business School, Master 2 Opérations et fiscalité internationale (OFIS) Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- **Alexandre Dheilily** : MSc Direction Financière ESCP Business School, DJCE Lyon
- **Mathilde Ghérardi** : Master in Management ESCP Business School (spécialisation Droit & Finance)
- **Louis Peucelle** : Master in Management ESCP Business School (spécialisation Affaires Publiques)

## **Présentation**

Conçu sur le modèle du *Say On Pay*, les « *Say on Climate* », ces résolutions actionnariales en faveur du climat se sont invitées dans les assemblées générales d'actionnaires des plus grandes sociétés françaises depuis maintenant trois ans.

De leur propre initiative, plusieurs grandes entreprises françaises, ont organisé un vote consultatif sur leur stratégie climat : en 2021, TotalEnergies, Vinci et Atos ; en 2022, une douzaine telles que TotalEnergies, EDF, Engie, Amundi, Carrefour ou Nexity ; en 2023, dix sociétés, Schneider Electric, Vallourec, TotalEnergies, Covivio, EDF, Alterea, Klepierre, Icade, Carrefour et Amundi avec en moyenne un vote favorable à plus de 90 %.

Les actionnaires peuvent également être à l'initiative et demander à mettre à l'ordre du jour des résolutions climatiques. En France comme ailleurs, ces résolutions d'actionnaires, qui demeurent consultatives et n'ont pas de caractère contraignant, ont reçu une approbation de moins de 30% ce qui n'empêche pas de soulever un vif débat public comme ce fut le cas en 2023, avec le rejet de la résolution d'actionnaires de TotalEnergies ou de Shell au Royaume-Uni.

Quatre ans plus tard, que penser de ces *Say on Climate* ? Les résolutions climatiques renforcent-elles la politique de décarbonation des entreprises ? Ces résolutions sont-elles un outil à privilégier afin de faire avancer la stratégie climat des entreprises ? Le dialogue actionnarial s'en trouve-t-il amélioré ? A l'heure où les régulations environnementales se renforcent en Europe, quelle est la pertinence de ces dépôts de résolution climatiques ? Faut-il s'attendre à de nouvelles assignations pour inaction climatique ? Qu'en sera-t-il lors des assemblées générales de 2024 ?

Autant de questions que nous aurons le plaisir de débattre avec des représentants d'entreprises sous le regard croisé d'investisseurs et de juristes.

## **Say on Climate, définition et cadre réglementaire**

L'AMF définit le *Say on Climate*, comme « un vote des actionnaires sur une résolution mise à l'ordre du jour d'une assemblée générale (AG), à l'initiative du conseil d'administration ou d'un ou plusieurs actionnaires, portant sur la stratégie ou la politique de cette société en matière environnementale, et notamment sur son impact climatique »<sup>1</sup>.

A l'instar des évolutions juridiques contemporaines, ces résolutions climatiques s'inscrivent dans une conception de plus en plus « sociétale »<sup>2</sup> du droit des sociétés. En témoigne l'amendement significatif de l'article 1833 du Code civil par la loi Pacte<sup>3</sup>, entérinant l'obligation pour toutes les entreprises de prendre en compte les enjeux sociaux et environnementaux de leur secteur d'activité.

Malgré des doutes persistants quant à la validité juridique de ce nouvel outil, les travaux menés par le Haut Comité Juridique de la Place fin 2022 ont permis d'ancrer la légitimité du *Say on Climate*<sup>4</sup>. En s'appuyant sur le Rapport Perrier<sup>5</sup>, ils affirment que le *Say on Climate* « ne heurte aucune règle juridique », et que « ce vote entre dans la compétence de l'assemblée générale ordinaire qui peut prendre toutes les décisions autres que celles visées aux articles L. 225-96 et L. 225-97 du Code de commerce »<sup>6</sup>.

L'usage du *Say on Climate* modifie l'équilibre de la hiérarchie au sein de la société anonyme telle qu'énoncée dans l'arrêt Motte<sup>7</sup>. Cet arrêt de principe, affirme que l'assemblée générale ne saurait empiéter sur les prérogatives du conseil d'administration sous peine de nullité.

Les organes sociaux se voient en outre définir leurs attributions par la loi. Le conseil d'administration est chargé de définir les orientations de l'activité de la société et de veiller à leur mise en œuvre en accord avec l'intérêt social<sup>8</sup> ; l'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à procéder à des modifications statutaires, ou adopter certaines décisions spéciales<sup>9</sup>, tandis que l'assemblée générale ordinaire examine les décisions courantes et se réunit de manière annuelle pour délibérer sur les comptes<sup>10</sup> ; le directeur général, investi de prérogatives étendues, agit au nom de la société dans le respect des limites de l'objet social et de ceux que la loi attribue aux autres organes<sup>11</sup>.

---

<sup>1</sup> AMF, *Rapport sur le gouvernement d'entreprise*, décembre 2021, p.80, <https://www.amf-france.org/sites/institutionnel/files/private/2021-12/rapport-2021-sur-le-gouvernement-dentreprise-et-la-remuneration-des-dirigeants.pdf>.

<sup>2</sup> A. Couret, *L'irrésistible glissement du droit des sociétés vers un droit sociétal*, BJS mai 2022, n°BJS201a5.

<sup>3</sup> Loi relative à la croissance et la transformation des entreprises n°2019-486 du 22 mai 2019, art. 169.

<sup>4</sup> C. Lavérie, Allocution lors de la conférence « Bilan des *Say on Climate* 2023 » au Collège de France, septembre 2023, <https://www.youtube.com/watch?v=ZOyWxA-vTh8&t=3402s>.

<sup>5</sup> Y. Perrier, S. Pottier, M. Sauvaget, Rapport Perrier, *Faire de la place financière de Paris une référence pour la transition climatique : un cadre d'actions*, mars 2022, <https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/284351.pdf>.

<sup>6</sup> Haut Comité Juridique de la Place Financière de Paris, *Rapport sur les résolutions climatiques « Say on Climate »*, décembre 2022, p.29, [https://www.banque-france.fr/system/files/2023-10/rapport\\_54\\_f.pdf](https://www.banque-france.fr/system/files/2023-10/rapport_54_f.pdf).

<sup>7</sup> Cass. civ., 4 juin 1946, *S.* 1947, I, 153, note E. Barbry, *JCP*, 1947, II, 3518, note D. Bastian.

<sup>8</sup> Article L.225-35 alinéa 1 du Code de commerce.

<sup>9</sup> Article L. 225-96 du Code de commerce.

<sup>10</sup> Article L.225-98 du Code de commerce.

<sup>11</sup> Article L.225-56 du Code de commerce.

## **Le Say on Climate, un instrument au service de l'engagement actionnarial sur le climat**

Outre le *Say on Climate*, divers instruments juridiques sont offerts aux actionnaires afin de favoriser le dialogue avec la direction de l'entreprise ainsi que de tempérer l'impact du CA sur la stratégie climatique.

D'autres instruments sont mobilisés auprès des actionnaires et notamment la formulation de questions écrites ou orales aux dirigeants<sup>12</sup>, ou encore la demande de l'inscription d'un point à l'ordre du jour d'une AG (sous-réserve de remplir les conditions requises, notamment en termes de détention du capital)<sup>13</sup>. Ces points, sur lesquels les actionnaires ne sont pas invités à voter, ne voient cependant pas leur objet limité à l'AG souvent perçue comme l'épicentre des décisions stratégiques de l'entreprise, contrairement aux projets de résolutions.

Le fonds d'investissement britannique "The Children's Investment Fund" (TCI) a institué les premiers *Say on Climate* en 2020<sup>14</sup> pour pallier les lacunes des instruments traditionnels évoqués. Leur usage résout à l'époque deux problèmes rencontrés par TCI<sup>15</sup> : d'une part, la restriction des résolutions d'actionnaires aux États-Unis, principalement celles sur la transparence et la demande d'information ; et d'autre part, l'absence de résolutions d'actionnaires sur les sujets ESG en Europe, empêchant l'introduction des débats climatiques dans les AG.

### **Les Say on Climate, bilan mondial**

En l'année 2021, 27 entreprises ont procédé à la mise en œuvre d'un *Say on Climate*, dont une prédominance marquée d'entreprises de nationalité britannique (9) et espagnole (5). Au cours de l'année 2022, 49 *Say on Climate* ont été soumis au vote, avec une concentration significative en France (12) et au Royaume-Uni (15). En 2023, cette tendance s'est maintenue avec 28 *Say on Climate*, dont 10 en France, marquant la démocratisation de cet instrument au sein de nouveaux pays tels que l'Allemagne et le Portugal.

---

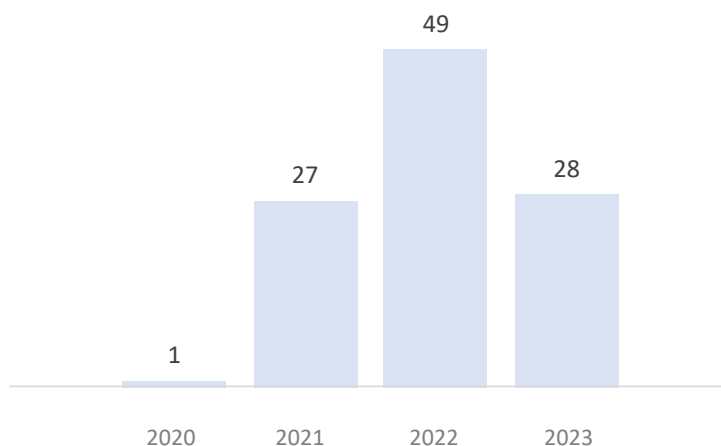
<sup>12</sup> Article L225-108 du Code de commerce, article 1844 du Code civil.

<sup>13</sup> Articles R.225-71 et suivants du Code de commerce.

<sup>14</sup> Institut Français des Administrateurs, *Assemblée générale annuelle : qu'est-ce que le Say on Climate ?*, Les questions clés de l'IFA, <https://www.ifa-asso.com/mediatheques/assemblee-generale-annuelle-quest-ce-que-le-say-on-climate/>.

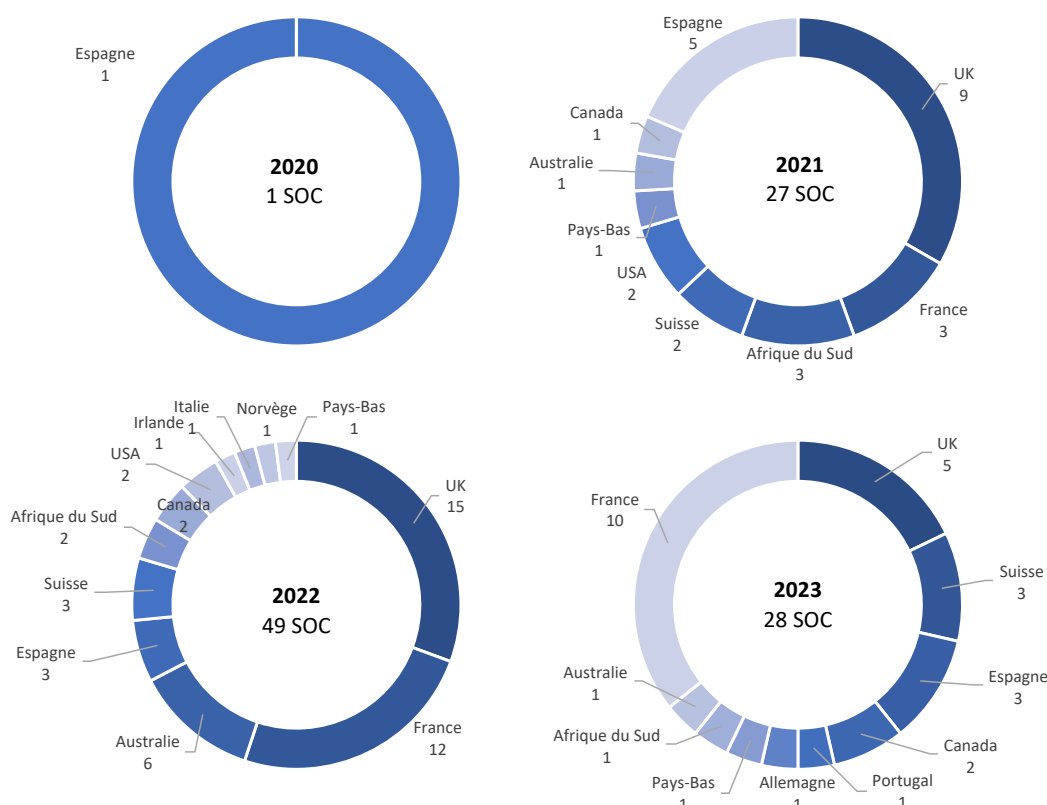
<sup>15</sup> C. Lavérie, Allocution lors de la conférence « Bilan des Say on Climate 2023 » au Collège de France, septembre 2023, <https://www.youtube.com/watch?v=ZOyWxA-vTh8&t=3402s>.

**Say on Climate : passage obligé d'une stratégie climat ?**  
*Retour sur les assemblées générales (AG) 2023 et préparation des AG 2024*



*Représentation du nombre de Say on Climate dans le monde de 2020   2023<sup>16</sup>*

La diminution du nombre de *Say on Climate* entre 2022 et 2023 ne saurait être interprétée comme annonciatrice des prémices de son déclin. L'absence d'une p riodicite définie implique actuellement une analyse fondée sur des données cumulatives plutôt que sur des flux temporels. L'exemple de la France, où cinq des dix *Say on Climate* de 2023 sont novateurs, revêt une portée révélatrice.



*Répartition géographique de 2020   2023<sup>17</sup>*

<sup>16</sup> Chiffres présentés lors de la conférence « Bilan des Say on Climate 2023 » au Collège de France, <https://www.youtube.com/watch?v=ZOyWxA-vTh8&t=3402s>, avec l'addition de Carrefour et Amundi.

<sup>17</sup> Chiffres présentés lors de la conférence « Bilan des Say on Climate 2023 » au Collège de France, <https://www.youtube.com/watch?v=ZOyWxA-vTh8&t=3402s>, avec l'addition de Carrefour et Amundi.

**Say on Climate : passage obligé d'une stratégie climat ?**  
Retour sur les assemblées générales (AG) 2023 et préparation des AG 2024

L'absence d'adoption du *Say on Climate* aux États-Unis découle de son adaptation à un contexte réglementaire spécifique à l'Europe. Cette situation est attribuable à la révision du cadre réglementaire des résolutions d'actionnaires aux États-Unis entreprise par la *Securities and Exchange Commission* (SEC), qui a entraîné une diminution de l'intérêt pour le *Say on Climate*.

## Les « *Say on Climate 2023* » en France

*Résultats des votes des Say on Climate français 2023<sup>18</sup>*  
*Résolutions telles que rédigées dans les brochures de convocation à l'AG<sup>19</sup>*

Entreprise	Rédaction de la résolution	Éléments additionnels présentés dans la brochure et renvois éventuels	Résultats du vote
Altea	Résolution 9 : « Opinion on the Company's Climate Strategy »	Renvoi au document d'enregistrement universel.	Résolution 9 : 96,68% pour 3,32% contre
Amundi	Resolution 20 : « Consultation on the progress report on the implementation of the Company's Climate Strategy. »	Rapport rendant compte de la mise en œuvre des engagements pris lors du <i>Say on Climate 2022</i> Renvoi au document d'enregistrement universel ainsi qu'aux recommandations du Code Afep-Medef.	Resolution 20 : 98,26% pour 1,74% contre
Carrefour	Résolution 24 : « Avis sur la qualification des différents leviers d'action de la société sur le Scope 3 <sup>20</sup> »	N/A	Résolution 24 : 93,34% pour 6,66% contre
Covivio	Résolution 22 : « Avis consultatif sur le <i>Say on Climate</i> »	Renvoi au document d'enregistrement universel Annonce de l'intention de renouveler le <i>Say on Climate</i> tous les quatre ans.	Résolution 22 : 94,19% pour 5,81% contre
EDF	Resolution 24 : « Consultative opinion on the implementation of the Company's climate transition plan to achieve carbon neutrality by 2050 »	Renvoi au document d'enregistrement universel.	Résolution 24 : absence de publication du résultat des votes
Icade	Résolution 16 : « <i>Say on Climate and Biodiversity</i> »	Renvoi au document d'enregistrement universel et au rapport biodiversité du CA.	Résolution 16 : 98,33% pour 1,67% contre
Klépierre	Résolution 30 : « Advisory opinion on the Company's ambition and objectives in the fight against climate change »	Renvoi au document d'enregistrement universel, à la stratégie « act4good » de l'entreprise Présentation de la stratégie climat.	Résolution 30 : 95,21% pour 4,79% contre

<sup>18</sup> Sources : publications des résultats des votes.

<sup>19</sup> Sources : brochures de convocation aux AG 2023.

<sup>20</sup> Résolution d'actionnaires, rajoutée à l'ordre du jour après son envoi dans la notice de l'AG

**Say on Climate : passage obligé d'une stratégie climat ?**  
Retour sur les assemblées générales (AG) 2023 et préparation des AG 2024

Schneider	Résolution 17 : « Avis sur la stratégie Climat de la Société »	Renvoi au document d'enregistrement universelle et aux organes de gouvernance impliqués dans la stratégie climat Présentation de la feuille de route climatique Annonce du prochain <i>Say on Climate</i> (2026).	Résolution 17 : 97,67% pour 2,3% contre
Total	Résolution 14 : « Avis sur le rapport Sustainability & Climate - Progress Report 2023 rendant compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'ambition de la Société en matière de développement durable et de transition énergétique vers la neutralité carbone et de ses objectifs en la matière à horizon 2030, et complétant cette ambition »	Renvoi au rapport rendant compte de la mise en œuvre des engagements pris lors du <i>Say on Climate</i> 2022.	Résolution 14 : 88,76% pour 11,24% contre
	Résolution A : « invitation au conseil d'administration d'aligner ses objectifs de réduction existants pour 2030 couvrant les émissions de gaz à effet de serre de l'utilisation de ses produits énergétiques (Scope 3) avec l'Accord de Paris sur le climat »	Position du CA sur la résolution actionnariale (résolution non agréée par le CA).	Résolution A : 30,44% pour 69,56% contre
Vallourec	Résolution 11 : « Approbation de la stratégie climatique »	Renvoi au document d'enregistrement universel.	Résolution 11 : 94,15% pour 5,85% contre

## Une analyse des « *Say on Climate* 2023 » en France, la position de Marine Daou, Alexandre Dheilly, Mathilde Ghérardi et Louis Peucelle

Notre analyse a porté sur les dix *Say on Climate* présentés par des entreprises françaises en 2023 : Carrefour, Amundi, Vallourec, Covivo, EDF, Altarea, Klepierre, Icade, Total et Schneider.

L'inscription à l'ordre du jour de ces résolutions a été réalisée pour huit entreprises<sup>21</sup> à la demande des conseils d'administration. Ceci témoigne d'une mutation significative dans la dynamique de cet outil, qui n'est désormais plus exclusivement le résultat de pressions exercées par les investisseurs,

<sup>21</sup> Klépierre – résolution 30, Icade – résolution 16, Schneider – résolution 17, Amundi – résolution 20, Vallourec – résolution 11, Covivo – résolution 22, EDF – résolution 24, TotalEnergies – résolution 14 (Carrefour – résolution d'actionnaire, Altarea – information absente de la brochure).

au contraire, les entreprises et leurs dirigeants ont pleinement intégré ce processus dans le dessein d'engager un dialogue constructif avec les actionnaires concernant la stratégie climatique.

Il convient toutefois de ne pas opposer l'usage d'un *Say on Climate* soumis à la demande du conseil d'administration et les résolutions émanant des actionnaires. En effet, ces deux modalités peuvent coexister, comme en témoigne l'exemple de l'AG de TotalEnergies du 26 mai 2023, au cours de laquelle les actionnaires ont à la fois voté la résolution 14 et la résolution A portant toutes deux sur la stratégie climat. Nous observons donc à la fois la présentation du fait des émetteurs de la stratégie climat (*Say on Climate*) et des demandes de précisions ou critiques de la part des actionnaires (résolution externe). Cette dualité offre une subtilité accrue dans le dialogue entre les investisseurs et les sociétés, ouvrant ainsi la voie à des stratégies de vote plus nuancées.

Bien que neuf des dix *Say on Climate* français de 2023<sup>22</sup> aient été approuvés à plus de 88% par les actionnaires<sup>23</sup>, chacun de ces *Say on Climate* doit être analysé à part, tant ils diffèrent aussi bien sur le fond que sur la forme.

Sur le fond, le contenu et la rédaction des résolutions varie selon les entreprises et ceci transparaît de manière singulière dans les brochures de convocation à l'AG. Certaines entreprises exposent de manière exhaustive leur stratégie climatique dans ces documents, tandis que d'autres se contentent de renvoyer à d'autres documents publics, tel que le document d'enregistrement universel.

Sur la forme, ces différences se manifestent principalement dans la durée allouée au débat et dans le climat dans lequel celui-ci se déroule. Certaines entreprises, à l'image de Carrefour<sup>24</sup>, réservent une part substantielle de leur AG pour exposer en détail leur stratégie climatique, et proposent un débat spécifique sur les enjeux environnementaux. En revanche, d'autres entreprises n'y allouent qu'une minute durant laquelle la résolution est soumise au vote, sans autre mention spécifique lors de l'AG<sup>25</sup>.

Enfin, le contexte entourant ce débat actionnarial peut connaître une diversité marquée d'une AG à l'autre. Si certains *Say on Climate* se déroulent sans heurts, voire dans une atmosphère de débat reconnu comme positif et constructif par les parties prenantes<sup>26</sup>, d'autres AG s'inscrivent dans un climat nettement plus conflictuel. À titre illustratif, l'AG de TotalEnergies a été l'objet de nombreuses critiques liées à la stratégie climatique mise en place. Ces critiques ont conduit à la mise en place d'un blocus de l'AG orchestré par diverses organisations non gouvernementales, sous

---

<sup>22</sup> Absence de publication du résultat des votes de l'AG EDF 2023

<sup>23</sup> Annexe 1, résultats des votes des *Say on Climate* français 2023

<sup>24</sup> Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire des actionnaires de Carrefour du 26 mai 2023 à Aubervilliers, sous la présidence de Alexandre Bompard, Président-Directeur Général, <https://www.carrefour.com/fr/news/2023/assemblee-generale-du-26-mai-2023>.

<sup>25</sup> Pour exemple, Assemblée Générale Mixte des actionnaires Engie du 21 avril 2022 à Paris (1 minute allouée au *Say on Climate*) <https://edge.media-server.com/mmc/p/74beovqn/lan/fr>

<sup>26</sup> Par exemple, Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire des actionnaires de Carrefour du 26 mai 2023 à Aubervilliers, sous la présidence de Alexandre Bompard, Président-Directeur Général, (0:58:19), <https://www.carrefour.com/fr/news/2023/assemblee-generale-du-26-mai-2023>.



l'égide de Greenpeace<sup>27</sup>, et à la dispersion des manifestants à l'entrée de la salle par les forces de l'ordre<sup>28</sup>. De manière similaire, lors de l'AG de Shell au Royaume-Uni, les tensions ont dégénéré jusqu'à provoquer des violences physiques à l'intérieur de la salle, entraînant la suspension de l'AG pendant plusieurs heures<sup>29</sup>.

À la lumière de l'analyse du déroulement des Assemblées Générales de l'année 2023, les implications pratiques ainsi que les limites inhérentes aux *Say on Climate* semblent mises en évidence. Ces résolutions se révèlent en effet bénéfiques dans la mesure où elles offrent la possibilité d'engager les actionnaires dans la stratégie climatique des émetteurs, favorisant un dialogue constructif entre les parties prenantes dans une perspective constante d'amélioration de l'impact climatique des entreprises.

Cependant, les disparités de fond et de forme observées, attestent des divergences d'approches quant à l'utilisation des *Say on Climate*, suggérant que ces résolutions sont parfois instrumentalisées par les entreprises à des fins de *greenwashing*. En effet, les sociétés qui limitent à une minute la discussion en AG sur ce thème contournent l'objectif fondamental des *Say on Climate*, lequel vise à instaurer un dialogue significatif entre les actionnaires et les dirigeants des grandes entreprises, en vue d'améliorer à terme leur impact environnemental.

En outre, les divergences substantielles observées parfois entre les débats au sein des AG présentant un *Say on Climate* et les revendications des manifestants climatiques, témoignent également de l'ambiguïté inhérente à ce processus qui ne garantit pas nécessairement que les questions environnementales les plus préoccupantes soient effectivement abordées au sein de ces AG.

## Bibliographie

### Législation

- Article 1833 du Code civil.
- Article L.225-35 alinéa 1 du Code de commerce.
- Article L. 225-96 du Code de commerce.
- Article L.225-98 du Code de commerce.
- Article L225-56 du Code de commerce

---

<sup>27</sup> Greenpeace, *Rapport 'Sustainability and climate' de TotalEnergies : un déballage de greenwashing 'as usual'*, mars 2023, <https://www.greenpeace.fr/espace-presse/rapport-sustainability-and-climate-de-totalenergies-un-deballage-de-greenwashing-as-usual/>.

<sup>28</sup> A. Garric, *TotalEnergies mène à bien une AG perturbée par une manifestation de militants du climat*, mai 2023, Le Monde, [https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/05/26/1-ag-de-totalenergies-perturbee-les-militants-du-climat-son-dans-leur-role-d-alerter-estime-elisabeth-borne\\_6174923\\_3235.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/05/26/1-ag-de-totalenergies-perturbee-les-militants-du-climat-son-dans-leur-role-d-alerter-estime-elisabeth-borne_6174923_3235.html) ; CLPRESS : Blocage de l'AG de Total : échauffourées, lacrymos et tensions, mai 2023, <https://clpress.fr/videos/2023-05-26-blocage-de-lag-de-total-echauffourees-lacrymos-et-tensions>.

<sup>29</sup> J. Jolly, *Shell AGM disrupted by protests as investors reject new emissions targets*, may 2023, The Guardian, <https://www.theguardian.com/business/2023/may/23/shell-agm-protests-emissions-targets-oil-fossil-fuels>

## Codes de gouvernance

- AFEP-MEDEF, Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, décembre 2022, <https://afep.com/wp-content/uploads/2022/12/Code-AFEP-MEDEF-version-de-decembre-2022.pdf>.
- Association française de la gestion financière (AFG), Recommandations sur le gouvernement d'entreprise, janvier 2018 <https://www.afg.asso.fr/afg-document/recommandations-sur-le-gouvernement-dentreprise/>.
- Middelnext, Code de gouvernement d'entreprise, recommandation n°8, septembre 2021, [https://www.middelnext.com/IMG/pdf/c17\\_-\\_cahier\\_14\\_middelnext\\_code\\_de\\_gouvernance\\_2021.pdf](https://www.middelnext.com/IMG/pdf/c17_-_cahier_14_middelnext_code_de_gouvernance_2021.pdf).

## Rapports/ Études

- ACPR, AMF, Troisième rapport commun, Suivi et évaluation des engagements climatiques des acteurs de la Place de Patis, BJB novembre 2022, n° BJB201b1., [https://acpr.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/rapport\\_2022\\_amf-acpr\\_vf\\_vf\\_002.pdf](https://acpr.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/rapport_2022_amf-acpr_vf_vf_002.pdf).
- ACPR, La gouvernance des risques liés au changement climatique dans le secteur de l'assurance, février 2022, [https://acpr.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/20220217\\_rapport\\_acpr\\_gouvernance\\_risque\\_climatique\\_assurance\\_vf.pdf](https://acpr.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/20220217_rapport_acpr_gouvernance_risque_climatique_assurance_vf.pdf).
- AMF, Publication de la Commission Climat et finance durable : résolutions climatiques, Mars 2023, [https://www.amf-france.org/sites/institutionnel/files/private/2023-03/CCFD%20AMF%20-%20Résolutions%20climatiques\\_0\\_0.pdf](https://www.amf-france.org/sites/institutionnel/files/private/2023-03/CCFD%20AMF%20-%20Résolutions%20climatiques_0_0.pdf).
- AMF, Rapport 2023 sur le gouvernement d'entreprise et rémunération des dirigeants des sociétés cotées <https://www.amf-france.org/sites/institutionnel/files/private/2023-12/rapport-amf-gouv-2023-20231214.pdf>
- AMF, Rapport 2021 sur le gouvernement d'entreprise et la rémunération des dirigeants des sociétés cotées, décembre 2021, <https://www.amf-france.org/sites/institutionnel/files/private/2021-12/rapport-2021-sur-le-gouvernement-dentreprise-et-la-remuneration-des-dirigeants.pdf>.
- FIR, Ademe, Bilan des *Say on Climate* français 2022, juin 2022, [https://www.frenchsif.org/isr\\_esg/wp-content/uploads/Bilan-SayonClimate-2022\\_FR.pdf](https://www.frenchsif.org/isr_esg/wp-content/uploads/Bilan-SayonClimate-2022_FR.pdf).
- FIR, Ademe, Bilan des *Say on Climate* français 2023, septembre 2023, [https://www.frenchsif.org/isr\\_esg/wp-content/uploads/BilanSayonClimate-2023\\_FR-COV-ICA-SE-KL-TE-AL-EDF-VALL-25septembre2023.pdf](https://www.frenchsif.org/isr_esg/wp-content/uploads/BilanSayonClimate-2023_FR-COV-ICA-SE-KL-TE-AL-EDF-VALL-25septembre2023.pdf).
- FIR, Comment le CAC 40 répond-il aux investisseurs, février 2023, [https://www.frenchsif.org/isr\\_esg/wp-content/uploads/FIR-RapportCAC40Responsable-AG2022\\_mars2023.pdf](https://www.frenchsif.org/isr_esg/wp-content/uploads/FIR-RapportCAC40Responsable-AG2022_mars2023.pdf)
- FIR, Communiqué de presse : le FIR interpelle les 120 premières capitalisations françaises (SBF 120) pour la généralisation d'un *Say on Climate* exigeant, septembre 2021,

[https://www.frenchsif.org/isr\\_esg/wp-content/uploads/CP\\_Say-on-climate\\_FIR\\_septembre2021.pdf](https://www.frenchsif.org/isr_esg/wp-content/uploads/CP_Say-on-climate_FIR_septembre2021.pdf).

- FIR, Les votes sur les sujets climatiques en assemblée générale, Bilan statistiques, septembre 2023, [https://www.frenchsif.org/isr\\_esg/wp-content/uploads/Bilan\\_Statistiques\\_SoC\\_SR-2023\\_25-septembre.pdf](https://www.frenchsif.org/isr_esg/wp-content/uploads/Bilan_Statistiques_SoC_SR-2023_25-septembre.pdf).
- Haut Comité Juridique de la Place Financière de Paris, Rapport sur les dispositifs de transparence extra-financière des sociétés, juillet 2022, [https://www.banque-france.fr/system/files/2023-10/rapport\\_51\\_f.pdf](https://www.banque-france.fr/system/files/2023-10/rapport_51_f.pdf).
- Haut Comité Juridique de la Place Financière de Paris, Rapport sur les résolutions climatiques « Say on Climate », décembre 2022, [https://www.banque-france.fr/system/files/2023-10/rapport\\_54\\_f.pdf](https://www.banque-france.fr/system/files/2023-10/rapport_54_f.pdf).
- Haut Comité Juridique de la Place Financière de Paris, Rapport sur la responsabilité des sociétés et de leurs dirigeants en matière sociale et environnementale rendu, juin 2020 [https://www.banque-france.fr/system/files/2023-10/rapport\\_32\\_f.pdf](https://www.banque-france.fr/system/files/2023-10/rapport_32_f.pdf).
- IFA, Ethics & Boards, Chapter Zero France, Baromètre des rémunérations, Le climat dans la politique de rémunération des CEO 2021, novembre 2021, <https://www.ifa-asso.com/mediatheques/barometre-des-remunerations/#:~:text=des%20CEO%202021-,Baromètre%20des%20rémunérations%2C%20Le%20climat%20dans%20la,de%20rémunération%20des%20CEO%202021&text=La%20rémunération%20est%20un%20levier,qui%20affecte%20le%20modèle%20économique>.
- IFA, Le rôle du conseil d'administration dans la prise en compte des enjeux climatiques, novembre 2021, <https://www.ifa-asso.com/mediatheques/maj-role-du-ca-sur-enjeux-climatique/>.
- Institut de le Finance durable, Gouvernance de la transition climat dans les entreprises : 10 recommandations de la place de paris , janvier 2024 [https://institutdelafinancedurable.com/app/uploads/2024/01/IFD\\_Gouvernance-de-la-transition-climat-dans-les-entreprises\\_VF.pdf](https://institutdelafinancedurable.com/app/uploads/2024/01/IFD_Gouvernance-de-la-transition-climat-dans-les-entreprises_VF.pdf).
- Y. Perrier, S. Pottier, M. Sauvaget, *Rapport Perrier, faire de la place financière de Paris une référence pour la transition climatique : un cadre d'actions*, mars 2022, <https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/284351.pdf>.

### Politiques de vote :

- Politique de vote Amundi 2024 – p. 4, 6, 8, 10
- Politique de vote Blackrock 2024 – pages 21-23
- Politique de vote Glass Lewis 2023 – pages 19, 24
- Politique de vote ISS 2024 - pages 13, 17, 30-31
- Politique de vote Proxinvest 2023 – pages 9, 24-25, 50-51, 65, 87-88, 95

### Doctrine :

**Say on Climate : passage obligé d'une stratégie climat ?**  
*Retour sur les assemblées générales (AG) 2023 et préparation des AG 2024*

- A. Couret, *Code AFEP-MEDEF 2022*, BJS févr. 2023, n° BJS201t6, [https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytS0-toaKTptFyaaadl9evx8qebwA00sPG9yDyXbsXgcU&p=GZijCULUOrXKtx6AlSHPZa7Kf39q\\_wuU\\_CLVnqlQbxKz8h0tS6nAymRl67ZPIIwdzOGngBHhFbg%3D](https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytS0-toaKTptFyaaadl9evx8qebwA00sPG9yDyXbsXgcU&p=GZijCULUOrXKtx6AlSHPZa7Kf39q_wuU_CLVnqlQbxKz8h0tS6nAymRl67ZPIIwdzOGngBHhFbg%3D).
- A. Sevignon, *Le « Say on climate » et les résolutions actionnariales sur le climat en 2023 : un bilan en demi-teinte*, juin 2023, Dalloz, [https://www.dalloz-actualite.fr/flash/say-climate-et-resolutions-actionnariales-sur-climat-en-2023-un-bilan-en-demi-teinte#:~:text=FIR%20et%20ADEME%2C%20Bilan%20Say,4%20%25%20\(ibid.\)](https://www.dalloz-actualite.fr/flash/say-climate-et-resolutions-actionnariales-sur-climat-en-2023-un-bilan-en-demi-teinte#:~:text=FIR%20et%20ADEME%2C%20Bilan%20Say,4%20%25%20(ibid.)).
- B. François, *Bilan des assemblées générales 2022 : Say on Climate et partage de la valeur*, Rev. sociétés 2022. 583 <https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytYUPt23aKü2nv-DcfqakIY6bAqHvdhzS1LmMFGjbbO9&p=GZijCULUOrUDu7nNF-d8z9EaPNbCQb1rs3wU3JJY3XCyH2ln-UwcrI2on26mFucaagmakk1SmI8%3D>.
- B. François, *Code Middledenext 2021 : une gouvernance durable tangible*, Rev. sociétés 2022. 60, [https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytT1cqCdSuQjTW1xNkNmQVWTzrCThorycUBfIOkrIQnGO&p=GZijCULUOrWzViu6fYY9Ao7kWSf48L5svhyrHYAueWPWyObWxaiZ\\_gdjpWypzYKQJcW6OWqujY%3D](https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytT1cqCdSuQjTW1xNkNmQVWTzrCThorycUBfIOkrIQnGO&p=GZijCULUOrWzViu6fYY9Ao7kWSf48L5svhyrHYAueWPWyObWxaiZ_gdjpWypzYKQJcW6OWqujY%3D).
- B. François, *RSE : un nouveau pallier a été franchi*, Rev. sociétés 2023. 62, <https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytftFHEDCBq2IjBvtVcMmsaCjA8jDnN-RLowSkqJQkfyv&p=GZijCULUOrUwfavedRovq1f5-JF0lfk8CZ0lkmftIwPcbdX5dG6IRgfhocxn8YMY5VdyAUg1M%3D>.
- B. Lecourt, *La « directive RSE 2 » (« directive CSRD ») : le nouveau visage de l'information en matière environnementale et sociale*, Rev. sociétés 2022. 639, [https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytVzLmxIQ9WDXijdMdm7RIHFQHPHFQl6B7IDACo73t21c&p=GZijCULUOrVtH\\_G25QIM5VWAXvKv40oyWf\\_ipFIBPD8FeHuaQLFFwhGrUQJY-mlbdEFCIFQtoqE%3D](https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytVzLmxIQ9WDXijdMdm7RIHFQHPHFQl6B7IDACo73t21c&p=GZijCULUOrVtH_G25QIM5VWAXvKv40oyWf_ipFIBPD8FeHuaQLFFwhGrUQJY-mlbdEFCIFQtoqE%3D).
- C. Cardon, A. Guignard, *La RSE et les enjeux climatiques dans le nouveau code Afep-Medef de 2022*, BJB janvier 2023, n° BJB201c6, <https://www.labase-lextenso.fr/bulletin-joly-bourse/BJB201c6>.
- G. Leray, *La loi climat et l'entreprise*, Rev. sociétés 2021. 682, <https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytATwXpI25p676As4JF5onUz4LHskMaHh8E1o653Ti3D&p=GZijCULUOrVMQ9E0Hy35G60V8O1bEhOxDO3T8JtVcNrrpzufJlt8gInuHmWbmKmHap555TWrr5s%3D#:~:text=La%20loi%20Climat%20établi%20un,adopter%20un%20plan%20de%20vigilance>.
- Irina Parachkévova-Racine, *Les incidences de la loi Climat et Résilience en droit des sociétés*, BJS déc. 2021, n° 200o7, p. 53, <https://www.labase-lextenso.fr/bulletin-joly-societes/BJB200o7>.
- L. Neyret, *La reconnaissance de la responsabilité climatique*, Recueil Dalloz 2015 p.2278, <https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O->

[aHa52GJm9CM3gytcC6yflLLPeNXG\\_j40Zu0\\_NXjO\\_F5rGf6UGArzhQLJQGS&p=GZijCULUOrUYI8-x1aOYvzp5YbhI\\_p\\_ahkSEMrsATOLrDRCCm1hTKdxUdtwG3Fv01la6YIocpMQ%3D](https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytcC6yflLLPeNXG_j40Zu0_NXjO_F5rGf6UGArzhQLJQGS&p=GZijCULUOrUYI8-x1aOYvzp5YbhI_p_ahkSEMrsATOLrDRCCm1hTKdxUdtwG3Fv01la6YIocpMQ%3D).

- M. Caffin-Moi, *Rapport Rocher : les sociétés françaises au milieu du gué ?*, GPL 15 mars 2022, n° GPL433p0, <https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytVBPLZHuJNtHIwBPZEsEPGkrsMaW2M2TJGIW-4JDExS&p=GZijCULUOrWZ7HdEoJdq9g3jQpGHRuG3bqQiF4yAZqkdgRp7ovaGqfMCkG3w6bNZANb-wGePwp0%3D>.
- M. Tirel, *Prendre le droit de la RSE au sérieux*, BJS novembre 2022, n° BJS201m1, <https://www.labase-lextenso.fr/bulletin-joly-societes/BJS201m1>.
- N. Cuzacq, *La RSE, le masque et la plume*, Rev. sociétés 2023. 71, [https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytfdELUF1SuoDWBc0f64mAOO-ey84u2sQsHOZpwc-a6y&p=GZijCULUOrV1XGyF\\_bUWmQFBQb6PQF6oYkoSqdlY4HGvNiGA8XEgAych7M9TzK794NUi1JHEeoA%3D](https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytfdELUF1SuoDWBc0f64mAOO-ey84u2sQsHOZpwc-a6y&p=GZijCULUOrV1XGyF_bUWmQFBQb6PQF6oYkoSqdlY4HGvNiGA8XEgAych7M9TzK794NUi1JHEeoA%3D).
- N. Lenoir, *Bref aperçu de la directive UE 2022/2464 du 14 décembre 2022 relative à la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD)*, Recueil Dalloz 2023 p.184, [https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytQsu6tnojky4HGkwUPCvSReLITeTSvallH0Fw8XY2g\\_O&p=GZijCULUOrUb5qLQ8uQ-Yrg2qjANtoxP9ymh5sdh0zJ2j-v0lWQOCMImpSJHHKkt1\\_G4fnBmqnY%3D](https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytQsu6tnojky4HGkwUPCvSReLITeTSvallH0Fw8XY2g_O&p=GZijCULUOrUb5qLQ8uQ-Yrg2qjANtoxP9ymh5sdh0zJ2j-v0lWQOCMImpSJHHKkt1_G4fnBmqnY%3D).
- O. Buisine, *RSE et comptabilité environnementale*, BJS septembre 2021, n° 200k5, p. 58, [https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytWb0lw7LYqO2ODCyqOGvnZdQXPVjoqdoMxQpndVV7QEb&p=GZijCULUOrV9RAIga6OA8NPYtqVBdPxjrK4hnmwDl6Vgh71VxXgKsTTMtWKV2\\_3EA6QJVMkUas%3D](https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytWb0lw7LYqO2ODCyqOGvnZdQXPVjoqdoMxQpndVV7QEb&p=GZijCULUOrV9RAIga6OA8NPYtqVBdPxjrK4hnmwDl6Vgh71VxXgKsTTMtWKV2_3EA6QJVMkUas%3D).
- O. Laffitte, A. Masse, *Le « Say on Climate » : une solution urgente et pragmatique*, avril 2021, Terra nova, FIR, [https://tnova.fr/site/assets/files/12104/terra-nova\\_fir\\_le-say-on-climate-une-solution-urgente-et-pragmatique\\_060421.pdf?10y02](https://tnova.fr/site/assets/files/12104/terra-nova_fir_le-say-on-climate-une-solution-urgente-et-pragmatique_060421.pdf?10y02).
- P-H. Conac, *Le projet de révision des principes de gouvernement d'entreprise G20/OCDE intègre la durabilité mais conserve une approche libérale*, Rev. sociétés 2023. 59, [https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytcJYKbh\\_XNSISq2-HkT\\_zAmj-ZC5mpRRU0-4t4B7hszb&p=GZijCULUOrUr3m554cprmFp-ZyiwYcWK1aqKdtlXIFuutbd66BpI6zjUlx0yxUVo7uAFG5QWsgo%3D](https://my.eudonet.com/APP/at?tok=E98F9CC6&cs=pu67O-aHa52GJm9CM3gytcJYKbh_XNSISq2-HkT_zAmj-ZC5mpRRU0-4t4B7hszb&p=GZijCULUOrUr3m554cprmFp-ZyiwYcWK1aqKdtlXIFuutbd66BpI6zjUlx0yxUVo7uAFG5QWsgo%3D).
- P-H. Conac, *Les projets de normes de durabilité ESRS de l'EFRAG et leur conception de la gouvernance d'entreprise*, EFRAG, Rev. sociétés 2022. 576, <https://orbilu.uni.lu/bitstream/10993/53838/1/KD-RevSoc10-2022%20normes%20efrag%20et%20gouvernement%20d%27entreprise.pdf>.
- V. Magnier, *Le droit européen des sociétés se met au vert !*, Recueil Dalloz 2022 p.1100, <https://www.csjn.gov.ar/pubextrs/verIndice?tm=PP&nm=249&fascic=2022-22-7955>.